

## ASSEMBLEE DE CORSE

**DELIBERATION N° 04/143 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE  
HABILITANT LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF A SIGNER LE DOSSIER  
DE CONSULTATION DES ENTREPRISES ET A LANCER LA PROCEDURE  
D'APPEL D'OFFRES RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENTS,  
DE MAINTENANCE ET DE SECURITE A REALISER AU LYCEE DE BALAGNE**

**SEANCE DU 25 JUIN 2004**

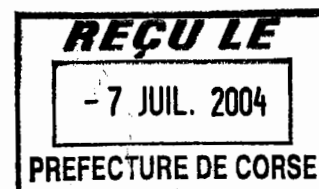
L'An deux mille quatre, et le vingt-cinq juin, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Camille de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

ALBERTINI Jean-Louis, ALBERTINI-COLONNA Nicolette, ALFONSI Nicolas, ALIBERTINI Rose, ALLEGRINI-SIMONETTI Marie-Dominique, ANGELINI Jean-Christophe, BIANCARELLI Gaby, BIANCUCCI Jean, BIZZARI-GHERARDI Pascale, BUCCHINI Dominique, CASTELLANI Pascaline, COLONNA Christine, DELHOM Marielle, DOMINICI François, FILIPPI Geneviève, GALLETTI José, GORI Christiane, GUAZZELLI Jean-Claude, GUERRINI Christine, GUIDICELLI Maria, LUCIANI-PADOVANI Hélène, LUCIANI Jean-Louis, MARCHIONI François-Xavier, MARTINETTI Jean-Charles, MATTEI-FAZI Joselyne, MONDOLONI Jean-Martin, MOZZICONACCI Madeleine, NATALI Anne-Marie, NIVAGGIONI Nadine, OTTAVI Antoine, PANUNZI Jean-Jacques, PIERI Vanina, PROSPERI Rose-Marie, RICCI Annie, RICCI Etienne, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SCIARETTI Véronique, SCOTTO Monika, STEFANI Michel, SUSINI Marie-Ange, TALAMONI Jean-Guy, ZUCCARELLI Emile

**ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. ALESSANDRINI Alexandre à Mme ALIBERTINI Rose  
Mlle ANGELI Corinne à M. MARTINETTI Jean-Charles  
Mme BURESI Babette à Mme MATTEI-FAZI Joselyne  
M. CECCALDI Pierre-Philippe à Mme LUCIANI-PADOVANI Hélène  
M. CHAUBON Pierre à M. MARCHIONI François-Xavier  
M. FELICIAGGI Robert à Mme SUSINI Marie-Ange  
M. SIMEONI Edmond à M. BIANCUCCI Jean.



### L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, et des régions,
- VU** la loi n° 83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

- VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 2002.92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** la délibération n° 03/46 AC de l'Assemblée de Corse du 27 février 2003 adoptant le Budget Primitif 2003,
- VU** la délibération n° 03/250 AC de l'Assemblée de Corse du 26 septembre 2003 portant adoption du budget supplémentaire 2003,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**HABILITE** le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer le dossier de consultation des entreprises et à lancer la procédure d'appel d'offres relatifs aux travaux d'aménagements, de maintenance et de sécurité à réaliser au Lycée de Balagne.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où le besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Pour copie certifiée conforme à l'original  
pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation  
Le Secrétaire Général de l'Assemblée

**Serge TOMI**

AJACCIO, le 25 juin 2004

Le Président de l'Assemblée de Corse

  
Camille de ROCCA SERRA



**ANNEXE**

**LYCEE DE BALAGNE - L'ILE-ROUSSE**  
**AMENAGEMENTS, MAINTENANCE ET SECURITE**

<b>BILAN FINANCIER PREVISIONNEL</b>
-------------------------------------

**Modifié Mai 2004**

Maîtrise d'œuvre (Cis OPC)	59 936,11 €
Contrôle technique	7 325,50 €
Travaux	400 000,00 €
Coordination hygiène et sécurité de chantier	3 976,70 €
Aléas et tolérance	20 000,00 €
Divers	8 761,69 €
<hr style="width: 20%; margin-left: 0;"/>	
<b>TOTAL</b>	<b>500 000,00 €</b>